

European Round Table [ERT] (1), la voix de l'industrie

(Article tiré de l'ouvrage [Europe Inc.](#) - publié par le [Corporate Europe Observatory](#))

Bien que pratiquement inconnue du grand public, la Table ronde des industriels européens [ERT] constitue depuis plus de dix ans l'une des principales forces de la scène politique européenne. La facilité d'accès de ce lobby aux politiciens les plus hauts placés tant aux niveaux nationaux qu'européen, est la clef qui lui a permis de participer à l'élaboration du programme de l'Union européenne. Les effets de son influence crèvent les yeux : un mouvement progressif vers des politiques toujours plus favorables aux grandes firmes et à la mondialisation économique.

Décembre 2009

Fondé en 1983, ce groupe de pression est constitué de quelque 45 « capitaines d'industrie », dirigeants de multinationales européennes dont « l'importance tant aux niveaux de la production que des technologies est notable à l'échelle mondiale [1]. » On y adhère, exclusivement sur proposition et en son nom propre plutôt qu'en celui de sa compagnie. Parmi les firmes actuellement représentées figurent Investor AB, Bayer, BP, DaimlerChrysler, Ericsson, Fiat, Nestlé, Nokia, Petrofina, Philips, Renault, Shell, Siemens, Solvay, Total et Unilever.

Plus qu'un énième groupe de pression désireux de profiter de l'intégration européenne, l'ERT est une organisation dont l'intention expresse est de stimuler le processus d'unification et de le modeler dans l'intérêt des grandes firmes européennes. Elle use sans repos de son influence pour « *changer la façon dont l'Europe est dirigée* », prétextant que « *l'industrie a droit à un système qui donne des résultats : une Europe qui fonctionne comme système économique intégré avec un centre unique de prise de décisions générales* [2]. »

Au cours des 15 dernières années, la Table Ronde a, en toute logique, soutenu le renforcement de l'Union en approuvant, par exemple, la suppression des droits de veto nationaux et celle d'autres causes de « fragmentation ». « *Le problème, explique Caroline Walcot, secrétaire générale adjointe de l'ERT, c'est que, dans leur pays d'origine, les politiciens doivent obtenir des voix. Tandis qu'au sein de l'Union européenne, ils peuvent avoir une vision d'ensemble* [3]. »

Contrairement à la plupart des autres lobbies bruxellois, l'ERT ne s'est jamais donnée la peine d'exercer son influence sur les points de détails de la législation. Elle s'attache, au contraire, à tracer les grandes lignes et à faire mettre à l'ordre du jour de nouveaux projets de grande envergure. Keith Richardson, son ex-secrétaire général, le confirme : « *Nous ne traitons pas des problèmes sectoriels. Nous ne traitons pas des problèmes nationaux. Nous nous contentons de parler des questions générales* [4]. »

La familiarité de ses membres avec ceux de la Commission européenne est indéniable, tandis qu'elle bénéficie de connexions privilégiées avec les élus d'un Parlement européen aux pouvoirs accrus. Venant conforter les relations déjà anciennes entre les multinationales membres de l'ERT et leurs gouvernements, cette connaissance approfondie de la bureaucratie bruxelloise est un élément déterminant du succès de ses activités de lobbying.

Les pères fondateurs

Au début des années 1980, la Communauté européenne s'est montrée incapable de répondre à une crise économique généralisée, fruit d'une décennie d'inflation galopante, de montée du chômage et de croissance en chute libre. En 1982, Pehr Gyllenhammar, alors directeur exécutif de Volvo, tira la sonnette d'alarme et mena une campagne pour un projet d'ensemble qui « *stimulerait la croissance et bâtirait [au sens propre] une industrie et une infrastructure* » [5].

En étroite collaboration avec Étienne Davignon – alors chargé de l'industrie à la Commission européenne – et avec le soutien d'Umberto Agnelli de Fiat et de Wisse Dekker de Philips, Gyllenhammar rassembla des PDG issus de divers secteurs. Inspiré de l'influente Business Roundtable américaine [6], ce nouvel organisme industriel d'élite avait l'objectif ambitieux de « relancer l'Europe [7] ». Tenue en avril 1983, sa réunion inaugurale – connue sous le nom de Roundtable of Industrialists – regroupait 17 dirigeants industriels européens et 2 membres de la Commission, Davignon et François-Xavier Ortoli (Finances) [8].

Naissance du marché unique

Cette nouvelle alliance entre la Table Ronde et la Commission a joué un rôle historique dans l'élaboration de l'Acte unique européen de 1986.

À l'automne 1984, la Commission présenta un ensemble de propositions visant à éliminer les barrières commerciales au sein de la Communauté européenne. Inquiets pour leur souveraineté, les États membres étaient peu enthousiastes, tandis que le milieu des affaires considérait ces propositions comme « *peu souples* » et « *manquant de précision quant au planning* » [9].

En janvier 1985, juste après la mise en place d'une nouvelle Commission européenne, le président de l'ERT Wisse Dekker fit la proposition plus ambitieuse encore d'un projet sur cinq ans visant à faire tomber les barrières commerciales, harmoniser les réglementations et abolir les frontières fiscales. Cette proposition, « *Europe 1990 : un agenda pour l'action* », figurait dans un document envoyé aux chefs d'État et au gouvernement européen ainsi qu'à de nombreux officiels de haut niveau [10].

Cet accent mis par les dirigeants industriels sur l'unification des marchés européens fut précisément l'impulsion attendue par la



Commission pour accélérer l'intégration européenne. Trois jours après que Wisse Dekker eut présenté son initiative « Europe 1990 », le tout nouveau président de la Commission, Jacques Delors, prononçait devant le Parlement européen un discours étroitement inspiré de son Livre blanc.

Quelques mois plus tard, Lord Cockfield, chargé de l'Industrie à la Commission, publiait le Livre blanc, devenu la base de l'Acte unique européen de 1986, lui-même cadre juridique du Marché unique. La seule différence, insignifiante d'ailleurs, entre le rapport de l'ERT et le Livre blanc consistait dans le report à 1992 de la date limite pour la réalisation du Marché interne – initialement prévu par la Table Ronde, dans un excès d'optimisme, à 1990.

La codification par Delors, début 1985, des propositions d'inspiration industrielle, fut promue par une campagne de l'ERT durant laquelle ses membres ont exercé une pression vigoureuse sur les dirigeants indécis des différents gouvernements nationaux. Selon Richardson, « *Wisse Dekker, de Philips, a fait du Marché unique sa principale priorité pendant quatre ans. Souvenons-nous que les gouvernements n'étaient pas très enthousiastes lorsque l'idée a été lancée, nous l'avons beaucoup aidé à passer* [11]. »

Après que l'Acte unique européen fut entré en vigueur, en juillet 1987, la Table Ronde s'assura de la rapidité de sa mise en œuvre. Entre 1987 et 1992, ses membres participèrent à une profusion de réunions avec les représentants des gouvernements et de la Commission [12]. Il ne faut pas sous-estimer le rôle de ce groupe dans ces nouveaux développements impressionnants à l'échelle européenne : Lord Cockfield reconnut par la suite que le Livre blanc avait été influencé par le plan d'action de l'ERT [13] ; et Delors admit lui aussi, lors d'un entretien télévisé en 1993, la « *pression continue* » de l'ERT, qui se vantait de son côté d'être « *l'une des principales forces décisionnelles derrière le Marché unique* » [14].

Dans leur empressement à se conformer au plan d'action de l'industrie, les membres de la Commission ignorèrent les autres sons de cloche émanant parfois de rapports critiques issus de leurs propres rangs. En 1989 par exemple, la Commission ordonna un examen des conséquences du Marché unique sur l'environnement. Le « *Rapport sur la force tactique* » qui en résulta dressait un inventaire inquiétant d'effets négatifs potentiels, dont le transport de déchets sur une grande échelle, l'acceptation inévitable de produits moins rigoureusement contrôlés, la difficulté de mettre en place au niveau national un impôt environnemental ou l'intensification du trafic routier et les conséquences qu'on lui connaît. Après plus de six ans de Marché unique, nombre de ces avertissements se sont avérés pertinents, mais ils étaient tombés dans des oreilles de sourds. Finalement, l'ERT obtint sa zone de marché libre avec ses 340 millions de consommateurs, et la Commission réussit, comme elle le désirait, à relancer l'intégration européenne.

Chaînes manquants, réseaux manquants

Triomphante, la Table Ronde s'est alors tournée vers la priorité suivante : le développement de « *l'infrastructure européenne... Un système interactif unique ou plutôt un mégaréseau avec un seul objectif : la mobilité* » [15]. Prétextant que l'infrastructure existante constituait une barrière à la libre circulation des produits au sein du Marché unique et, par conséquent, entravait la croissance économique de l'Europe, l'ERT s'est battue aux côtés de la Commission pour l'adoption des très écologiquement contestables Réseaux transeuropéens [TEN] [voir chap. VIII].

Le TEN est le plus grand projet d'infrastructures de transports jamais conçu. On lui doit un certain nombre de monstres déjà construits ou à construire : le tunnel sous la Manche, le pont d'Øresund entre le Danemark et la Suède, plusieurs lignes de trains à grande vitesse, de nombreux élargissements d'aéroports et 12 000 kilomètres de nouvelles autoroutes. Ces ambitieux projets d'infrastructures ont été présentés dans des rapports tels que « *Missing Links* » (1984) et « *Missing Networks* » (1991). Grâce à une campagne de lobbying intensive ciblant tout particulièrement les ministres des Transports, l'ERT contribua à faire figurer le TEN à l'ordre du jour de l'Union. La cerise sur le gâteau fut sa prise en compte dans le Traité de Maastricht de 1991.

L'étape suivante devait permettre d'obtenir des fonds supplémentaires pour la mise en œuvre de ces projets. « *Missing Networks* » annonçait la création d'un organisme qui « *placerait l'infrastructure en tête de l'agenda politique* » et « *agirait en chien de garde, bienveillant vis-à-vis des autorités européennes, nationales et municipales* ». Cet organisme, le Centre européen pour l'étude des infrastructures [ECIS], fut fondé en 1993, et la plupart des travaux de la Table Ronde sur ce sujet furent transférés vers ce nouvel organisme hybride, mi-public, mi-privé. Jusqu'à 1997, l'ECIS a travaillé de concert avec la Commission pour faire tomber les derniers obstacles aux grands projets d'infrastructures. Aujourd'hui, la grande majorité de ces projets est soit réalisée, soit en cours de l'être.

Le traité de Maastricht & l'union monétaire

L'ERT s'est montrée extrêmement active lors de la négociation du Traité de Maastricht à la Conférence intergouvernementale de 1990-1991, dont les membres retrouvaient régulièrement ceux de la Commission tels que son vice-président Frans Andriessen (Commerce extérieur), Ray MacSharry (Agriculture), Leon Brittan (Concurrence) et le président de la Commission lui-même, Jacques Delors [16]. Pendant ce temps, certains membres rencontraient de puissants décideurs de leurs pays respectifs.

Pour la Table Ronde, l'un des résultats les plus tangibles du Traité de Maastricht a été le projet d'Union monétaire européenne. En 1985 déjà, le groupe de pression avait demandé que le Marché interne s'accompagne d'une monnaie unique. Dans son rapport de 1991, « *Remodeler l'Europe* », elle proposait un calendrier pour la mise en place de l'Union monétaire qui présentait de notables similitudes avec celui qu'on retrouverait, quelques mois plus tard, dans le Traité de Maastricht.

Le puissant triumvirat formé par les dirigeants industriels, les gouvernements nationaux et les membres de la Commission s'était, de toute évidence, avéré efficace. Keith Richardson raconte : « *Nous avons envoyé à tous les chefs d'État un courrier officiel disant : "Lorsque vous vous rencontrerez au Sommet de Madrid, veuillez, s'il vous plaît, prendre une bonne fois pour toutes la décision de commencer l'Union monétaire à la date convenue à Maastricht et selon les critères convenus à Maastricht." Nous leur avons écrit. Nous leur avons demandé de faire cela. Et ils l'ont fait. Ils ont fait, à Madrid, une déclaration disant mot pour mot ceci : "Nous le ferons."* » [17]

Cependant, le plus gros de la préparation du terrain pour l'Union monétaire n'a pas été effectué par l'ERT mais bien par l'Association qui porte son nom [AMUE] [voir chap. VI], fondée en 1987 par cinq grandes firmes internationales, toutes également représentées à l'ERT.

Delors, la table ronde & le livre blanc

L'exemple le plus révélateur de l'amicale collaboration entre des lobbies et un président de la Commission est peut-être le célèbre Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi de Jacques Delors.

Approuvé en 1993 par les chefs d'État et de gouvernement au Conseil de l'UE, le Livre blanc fut préparé en étroite coopération avec l'ERT – qui préparaient alors son rapport « Vaincre la crise ». Lors de la présentation du Livre Blanc à la presse, Jacques Delors remercia le groupe de pression de son soutien pendant les préparations [18], et une semaine plus tôt seulement, il avait pris part à la conférence de presse inaugurale de « Vaincre la crise ». Rien de surprenant donc à ce que ces documents présentent tant de ressemblances, aussi bien dans l'analyse des problèmes rencontrés que dans les solutions préconisées : déréglementation, flexibilité du marché du travail, investissements dans l'infrastructure des transports et compétitivité internationale.

Le vent tourne pour les multinationales

Cette étroite coopération n'a rien d'accidentel. Alors qu'il n'y avait eu que peu de contacts entre les entreprises transnationales et la Commission tout au long des années 1970, une mutation spectaculaire s'opéra la décennie suivante. Sous la présidence de Jacques Delors, les relations entre dirigeants industriels européens et membres de la Commission se sont resserrées jusqu'à l'intrication totale. Selon le très reconnaissant secrétaire général adjoint de l'ERT, « *la Commission est le moteur de l'Europe. Une révolution interne s'est déroulée sous Delors. Elle est maintenant moins bureaucratique. Elle est plus à l'écoute* [19]. »

Alors que la Table Ronde des années 1980 était divisée en deux groupes, l'un préférant soigner ses euro-champions par des politiques industrielles protectionnistes et l'autre favorable à la mondialisation de l'économie, le groupe pousse aujourd'hui unanimement vers l'ouverture des marchés à travers le monde. Ainsi qu'il était prévisible, l'ERT s'est montrée très favorable à l'Uruguay Round de l'Accord général sur les tarifs et le commerce [GATT].

En 1993, Caroline Walcot déclarait : « *Nous avons parlé à tout le monde. Nous avons fait des déclarations à la presse. Nous avons mis en œuvre tout ce à quoi nous avons pu penser pour essayer de faire pressions à la fin de l'Uruguay Round* [20]. » Ses pressions se sont entre autres exprimées par des rencontres régulières avec les dirigeants nationaux, dont un déjeuner avec le Premier ministre français, Édouard Balladur, en septembre 1993, au cours duquel 14 membres de l'ERT l'ont exhorté à cesser de faire barrage enfin d'empêcher que les négociations commerciales soient menées à bien [21].

Les relations avec santer

Les bonnes relations entre la Table Ronde et la Commission mises en place durant les dix ans de présidence de Jacques Delors se sont maintenues sous la présidence plus influençable encore de Jacques Santer. « *Les relations sont bonnes parce que nous avons des intérêts communs sur de nombreux points*, expliquait Richardson. *Dans l'ensemble, nos priorités sont les mêmes. Nous coopérons, nous débattons divers sujets avec la Commission et, de temps en temps, nous leur écrivons pour nous assurer qu'ils connaissent nos opinions. Et je pense qu'ils sont parfaitement au courant de nos préoccupations* [22]. »

Suite à une requête d'accès à l'information déposée auprès du secrétariat de la Commission, nous avons obtenu huit lettres du président Santer à l'ERT rédigées entre 1995 et 1999 [voir chap. XIX]. Le ton amical et chaleureux de cette correspondance montre combien les opinions de ce groupe de pression étaient hautement appréciées : « *J'aimerais vous répéter une nouvelle fois, suite à notre dernière rencontre, à quel point j'ai apprécié votre présidence exceptionnelle de la Table Ronde européenne* [23]. » On découvre qu'il en était ainsi même quand l'ERT n'était pas a priori l'allié le plus probable de la Commission – comme, par exemple, pour l'amélioration des perspectives économiques et financières des PME [24].

Les relations symbiotiques du groupe de pression et de la Commission continuent de porter leur fruits. Plusieurs initiatives de cette dernière ont trouvé une impulsion dans le soutien des dirigeants de l'industrie en faveur d'une intégration européenne plus poussée et d'une Commission plus puissante. L'accès de la Table Ronde aux structures décisionnelles s'est, lui, progressivement institutionnalisé, notamment par sa participation accrue aux groupes de travail de l'UE, dont certains ont été créés à la demande même des lobbies.

L'exemple le plus digne d'intérêt reste celui du Groupe consultatif de compétitivité [CAG] [voir la fin de ce chapitre], un organisme doté d'un statut officiel qui amplifie efficacement la voix de l'ERT. La forte emprise de cette dernière sur le CAG n'est pas le fruit du hasard : quand, en février 1994, chargé de l'Industrie auprès de la Commission, Bangemann réunit un groupe de travail sur les télécommunications, six des vingt membres provenaient de l'ERT [25] – en revanche, ne figurait aucun représentant des associations de consommateurs, des syndicats ou des PME.

[\(Lire la suite\)](#)

Corporate Europe Observatory

[1] Site Internet de l'ERT, 1999.

[2] Keith Richardson, « Managing Europe : the Challenge to the Institutions », février 1998.

[3] Citation extraite de Kritiska EU Fakta, 24 octobre 1994.

[4] Entretien personnel avec Keith Richardson, Bruxelles, 21 février 1997. Les chapitres consacrés à l'ERT sont largement basés sur des entretiens avec Richardson (ex-secrétaire général de l'ERT) et Wim Philipa (actuel secrétaire général de l'ERT) parce qu'il s'est avéré impossible d'obtenir des entretiens directs avec des membres de l'ERT ou leurs assistants.

- [5] Cité in Maria Green Cowles, « Setting the Agenda for a New Europe : The ERT and EC 1992 », *Journal of Common Market Studies*, vol.3, n° 4, décembre 1995, p. 501 à 525.
- [6] La Business Rountable est une coalition, fondée dans les années 1970, de plus de 200 PDG de grandes firmes basées aux États-Unis.
- [7] Voir Maria Green Cowles, op. cit.
- [8] Bastiaan van Apeldoorn, « Transnational Capitalism and the Struggle over European Order », Dissertation, Institut Universitaire Européen, Florence, janvier 1999, p. 131-132. Après avoir quitté la Commission quelques années plus tard, Davignon et Ortoli sont tous deux passés dans l'industrie et devenus membres de l'ERT en tant que PDG, respectivement, du holding belge Société générale de Belgique et de la compagnie pétrolière française Total.
- [9] Correspondance de Paul Winby au membre de l'ERT Jacques Solvay (Solvay et Cie, ICI, 7 juin 1984), parue in Maria Green Cowles, op. cit.
- [10] *Changing Scales : A Review prepared for the Roundtable of European Industrialists*, 1985.
- [11] Entretien personnel avec Keith Richardson, 21 février 1997.
- [12] Voir Maria Green Cowles, op. cit.
- [13] Bastiaan van Apeldoorn et Otto Holman, « Transnational Class Strategy and the relaunching of European Integration : The Role of the European Roundtable of Industrialists », 35e convention de l'International Studies Association, Washington, 28 mars-1er avril 1994, p. 21.
- [14] Brochure de l'ERT, septembre 1993.
- [15] *Missing Networks*, ERT, Bruxelles, 1991, p. 17.
- [16] Bastiaan Van Apeldoorn, « Transnational Class Strategy and European Integration : The Strategic Project of the European Round Table of Industrialists », Thèse de maîtrise, Université d'Amsterdam, août 1994, p. 94.
- [17] Déclaration de Keith Richardson in Europa BV, VPRO Television, émission diffusée pour la première fois sur la télévision hollandaise le 19 octobre 1997.
- [18] Agence Europe, 12 décembre 1993 ; cité in Bastiaan Van Apeldoorn, op. cit., p. 246.
- [19] Citation de Caroline Walcot, secrétaire générale adjointe de l'ERT, extraite de *Kritiska EU Fakta*, 24 octobre 1994.
- [20] Interview pour dERTy business (vidéo), Small World Media Ltd, Londres, 1993.
- [21] Voir Maria Green Cowles, op. cit.
- [22] Entretien avec Keith Richardson, op. cit.
- [23] Courrier daté du 10 janvier 1996 de Jacques Santer à Jérôme Monod.
- [24] Courrier daté du 5 juillet 1995 de Jacques Santer à Jérôme Monod.
- [25] Dont Carlo de Benedetti (Olivetti), Étienne Davignon (Société générale de Belgique), Jan Timmer (Philips), Candido Velazquez (Telefonica), Pehr Gyllehammar (ancien PDG de Volvo).

Les dessous de Bruxelles est un site réalisé sous [SPIP](#).
Réalisation [Def], sur un squelette GPL3 de <http://www.erational.org>